

16 novembre 1998

Revenu de citoyenneté ou Revenu minimum garanti



Dans les numéros de septembre et octobre de ***l'Aut'Journal***, Michel Bernard, Michel Chartrand et Paul Cliche lancent une campagne en faveur du *revenu de citoyenneté*, c'est-à-dire « *un revenu distribué de façon égalitaire et inconditionnelle, cumulable avec les autres revenus, mais assez substantiel pour radier le risque du manque des biens premiers, pour réaliser l'objectif de la pauvreté zéro (revenu d'existence).* » Bien sûr, à aucun moment donné, les auteurs n'alignent quelque chiffre que ce soit. Faisons-le à leur place pour fixer les idées.

Admettons que ce minimum vital universel, car c'est bien de cela qu'il s'agit, soit environ ce que reçoit une bénéficiaire de l'aide sociale vivant seul, soit 500 \$ par mois ou 6 000 \$ par année. On conviendra que ce montant est bien en deça du minimum vital mais prenons-le quand même. Comme il y a environ 7,450,000 Québécois(e)s, le revenu de citoyenneté coûterait environ 45 milliards \$, soit plus que les dépenses totales du gouvernement du Québec qui sont d'environ 40 milliards \$, ou encore 50% du total des dépenses des gouvernements fédéral, provincial et municipaux au Québec en 1997. En fait ce revenu équivaut à 80% de toutes les ventes au détail du Québec, ou encore 1.5 fois la totalité des investissements fixes au Québec, ou encore à 25% du PIB québécois.

On admettra qu'il faudrait tout un rapport de force pour arracher à la bourgeoisie cette gigantesque redistribution de revenu. On voit mal comment « *cette idée révolutionnaire*, de dire Michel Chartrand, *pourrait se réaliser vite au Québec* ». Un tel rapport de forces qui ne pourrait venir qu'au bout d'un long processus gréviste de grande ampleur appuyé massivement et activement par le peuple, poserait en fait la question de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Mais il suppose que le prolétariat poserait la question du pouvoir pour mieux y renoncer en faveur du chèque mensuel de 500 \$ pour chacun(e). Dans un scénario de science-fiction, on pourrait supposer que la bourgeoisie y consentirait pour ne pas tout perdre. Évidemment, s'ensuivrait une grève des investissements, faute de profits, qui causerait l'effondrement de toute l'affaire.

Les auteurs, cependant, prétendent que « *le coût net serait bien inférieur au coût brut* » parce que ce cadeau mensuel du Père Noël se substituerait aux actuels paiements de transfert. Ce n'est qu'en partie vrai car ce chèque ne pourrait remplacer que la partie de ces paiements en deça de 500 \$ par mois, ce qui exclurait une bonne partie des prestations d'assurance-chômage et des prestations du Régime des rentes du Québec qui, certes, ne sont pas au budget mais qui font

quand même partie d'une caisse séparée sous la responsabilité de l'État. Bien sûr, ce chèque ne pourrait se substituer à aucun item budgétaire ayant une contrepartie en travail (santé, éducation, transport, justice...). À vue de nez, le revenu de citoyenneté ne pourrait qu'effacer environ 10 milliards \$ de dépenses actuelles. Resterait environ 35 milliards \$ à couvrir.

De dire alors Bernard et Chartrand, citant le gourou français de cette panacée, Jean-Marc Ferry : « *Il est même possible que l'allocation universelle représente une économie...* » parce que les gens nageant dans le bonheur, il y aurait économie de *faux frais* de répression et de santé sans compter la production supplémentaire due à la joie dans le travail. Revenons sur terre.

Ou bien le chèque-citoyen opère dans un cadre capitaliste, alors il n'y a pas de travail libéré mais un travail aliéné et les travailleur(euse)s profitent du chèque-citoyen pour diminuer leur prestation de travail. Alors ce capitalisme de la super-redistribution se retrouve, en plus d'une grève de l'investissement, avec aussi une grève du zèle ! Non seulement n'est-il pas viable, mais il serait inéquitable parce qu'il supposerait qu'une partie des travailleur(euse)s fassent vivre l'autre partie.

Ou bien le chèque-citoyen opère dans un cadre socialiste, alors c'est qu'il y aura eu une prise de pouvoir par le prolétariat, ce qui implique, si l'on en juge par l'histoire, qu'il y aura eu une révolution. La classe ouvrière au pouvoir planifiera alors démocratiquement la production en fonction d'un équilibre dynamique entre niveau de productivité, besoins à combler et heures de travail socialement acceptables. Rien n'interdit de penser qu'elle ne pourrait pas alors distribuer des bonds d'achat non compensés par une prestation en travail au fur et à mesure que le travail obligatoire deviendrait moins important que le travail libre et créateur. On a le temps d'y réfléchir.

Il ne faut donc pas mettre la charrue avant les bœufs. Un(e) militant(e) sérieux(se) va d'abord poser la question de la stratégie de la conquête du pouvoir avant de discuter quoi faire avec. Aux dernières nouvelles, cela suppose un programme anti-capitaliste porté par une organisation qui pose la question de la prise du pouvoir, c'est-à-dire un parti ouvrier/populaire. Ne serait-il pas alors plus pertinent de discuter de ce programme et du type de parti qu'il faut, et plus particulièrement de programmes et partis réellement existants comme le Parti de la démocratie socialiste (PDS).

Une fuite en avant

On se demande pourquoi cet engouement pour le revenu de citoyenneté ? On a l'impression de gens à la recherche d'un remède-miracle à défaut d'avoir trouvé un sauveur suprême. Bernard et Chartrand nous en donnent la clef en ouverture de leur article quand ils disent : « *Le phénomène de la réduction du travail se confirme, le plein emploi salarié devient une utopie, l'insertion sociale par le travail est remise en cause...* » Croyant s'opposer au néolibéralisme par leur proposition de revenu de citoyenneté, les auteurs capitulent devant son discours d'impossibilité du plein emploi salarié (peut-on poser un autre type de plein emploi dans un cadre capitaliste ?).

Ils prennent pour inévitable la pérennité du chômage, de la précarité et des bas salaires qui en découlent. Sur la plaie, ils mettent le baume du revenu de

citoyenneté, croyant ainsi recycler les capitaux flottants de la spéculation. On a vu le cul-de-sac de cette solution. N'ont-ils jamais entendu parler de la réduction du temps de travail sans diminution de salaire et avec emploi compensatoire ou, pour faire court, du *32 heures payées 40* (plus la bonification des services publics) comme stratégie de plein emploi ? C'est pourtant là un sujet de débat public en Europe, particulièrement en France et en Italie, et ici une revendication reprise par le PDS.

L'ignorance n'étant pas possible, on peut seulement conclure que les promoteurs du revenu de citoyenneté ont renoncé au socialisme ou n'y ont jamais adhéré. Peut-être que gagnés par la morosité ambiante suite à plus d'une décennie de défaites ouvrières pensent-ils que la limite du possible c'est le grand partage de la richesse entre patrons et employé(e)s ou un radical *État-assurantiel* sur la base de rapports de production à jamais capitalistes ? Une sorte de *fin de l'histoire* social-démocrate.

Le problème avec ce bon vieux réformisme resservi à la mode du jour, c'est que les capitalistes maîtres de la production et de l'État ne sont absolument pas d'accord avec la redistribution de la richesse. Ce n'est pour eux que monnaie d'échange pour acheter la paix sociale lors d'une montée de l'effervescence ouvrière en attendant de tout reprendre une fois la vague passée.

La seule solution définitive, c'est la prise du pouvoir par le prolétariat afin d'exproprier le capital. Ce pouvoir ouvrier/populaire ne signifiera aucunement une *fin de l'histoire* socialiste, car les luttes sociales pour l'égalité s'y poursuivront avec même plus d'ampleur. Mais ce pouvoir marquera la fin de l'exploitation d'une classe par une autre, mettant ainsi fin à un mal historique nécessaire qui aura duré 10 000 ans.

Le rejet du réformisme ne veut pas dire le refus de la lutte pour les réformes mais que celles-ci doivent être des moyens pour une fin. Le PDS, par exemple, prône la bonification des actuelles assurances sociales et des pensions de retraite. *Last but not the least*, le PDS revendique le revenu minimum garanti que nos auteurs confondent avec leur revenu de citoyenneté et qui en est pourtant la négation.

Le revenu minimum garanti est certes une réforme mais il est surtout un moyen pour faire pression sur l'État qui faillit à sa tâche de plein emploi. En effet, un revenu minimum garanti au seuil de faible revenu de Statistique Canada, c'est-à-dire environ 15 000 \$ par année pour une personne seule, non seulement est-il un vrai minimum vital mais à grande échelle il devient trop socialement dispendieux pour ne pas créer une pression populaire afin de forcer l'État à créer des emplois pour tous et toutes. Tout le contraire donc de la revendication du revenu de citoyenneté qui suppose un état de chômage permanent et se substitue à la lutte pour le plein emploi.